

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 19 DECEMBRE 2007
MODIFIANT LES STATUTS COORDONNES DU FONDS SOCIAL ET DE
GARANTIE DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET INTRODUITS PAR LA
CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 19 DECEMBRE 2005
SUPPRIMANT LES STATUTS COORDONNES DU FONDS SOCIAL ET
DE GARANTIE DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET INTRODUISANT LES
NOUVEAUX STATUTS**

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence;

Vu la décision du 19 septembre 1963 de la Commission Paritaire Nationale de l'industrie textile instituant un Fonds de sécurité d'existence et en fixant les statuts (A.R. du 1 octobre 1963 - M.B. du 9 octobre 1963);

Vu la décision du 18 décembre 1963 de la Commission Paritaire Nationale de la bonneterie instituant un Fonds de sécurité d'existence et en fixant les statuts (A.R. du 19 mars 1964 - M.B. du 23 avril 1964);

Vu la convention collective de travail du 8 septembre 2000, conclue au sein de la commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, fusionnant le Fonds Social de Garantie de l'industrie textile et le Fonds Social de Garantie de la bonneterie et portant coordination des statuts;

Vu la convention collective de travail du 26 novembre 2003 portant coordination des statuts du Fonds Social et de Garantie de l'industrie textile (A.R. du 4 juillet 2004 - M.B. 14 septembre 2004);

Vu la convention collective de travail du 19 décembre 2005 supprimant les statuts coordonnés du Fonds Social et de Garantie de l'industrie textile et introduisant les nouveaux statuts;

Vu la convention collective de travail nationale générale du 30 novembre 2006 (A.R. du 6 novembre 2007 - M.B. 14 décembre 2007);

IL EST CONVENU ENTRE

l'A.C.V.-C.S.C. Textura
la F.G.T.B. Textile, Vêtement et Diamant

la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique,

d'une part

ET

la Fédération du Textile FEBELTEX,

d'autre part

CE QUI SUIT:

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique à toutes les entreprises du textile et de la bonneterie et à tous les ouvriers qui y sont occupés qui relèvent de la compétence de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, à l'exception de la S.A. Celanese et des ouvriers y occupés et des entreprises et des ouvriers y occupés qui relèvent de la compétence des sous-commissions paritaires de l'industrie textile de Verviers (S.C.P. 120.01) du Lin (S.C.P. 120.02) et du Jute (S.C.P. 120.03).

Article 2

Dans l'article 5 des statuts coordonnés du Fonds de Sécurité d'Existence de l'industrie textile, introduits par la convention collective de travail du 19 décembre 2005, le texte de l'article 5, litera b) est remplacé comme suit :

« b) *Par dérogation au litera a) ci-dessus, les articles 7 et 8 ne s'appliquent qu'aux ouvriers qui sont membres de l'une des organisations de travailleurs représentées au sein de la Commission Paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie. »*

Article 3

L'article 9 des statuts visés ci-dessus est remplacé par le texte suivant :

« §1 *Aux ouvriers qui satisfont aux conditions visées au §2 ci-dessous, il est octroyé à partir du septième jour de chômage temporaire pour raisons économiques, pour un maximum de 80 jours de chômage temporaire pour raisons économiques par exercice de référence, une allocation complémentaire de chômage de 4,96 EUR par jour de chômage temporaire pour raisons économiques.*

§2. *L'allocation complémentaire visée au §1 ci-dessus est octroyée aux :*

- 1° *ouvriers employés à la date de référence ;*
- 2° *ouvriers - malades de longue durée licenciés inclus - ayant été licenciés pendant l'exercice de référence, sauf pour motif grave et qui sont restés de façon ininterrompue en chômage complet ou en incapacité de travail jusqu'à la date de référence ;*
- 3° *ouvriers prépensionnés pendant l'exercice de référence, qui ont été licenciés dans le cadre du régime de la prépension sectorielle;*
- 4° *ouvriers pensionnés pendant l'exercice de référence.»*

Article 4

L'article 12 des statuts visés ci-dessus est remplacé par le texte suivant :

« *Pour les années 2007 jusqu'à l'année 2010 y comprise le Fonds met chaque fois à la disposition des trois organisations ouvrières, un montant correspondant à une cotisation patronale de 0,05% des salaires bruts annuels (à 100%) pour la promotion de la solidarité internationale. L'attribution proportionnelle de ce montant se fait selon la même manière que pour la convention collective de travail 2001-2002. »*

Article 5

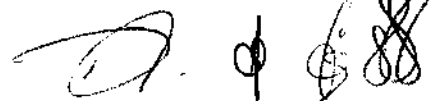
L'article 37 des statuts visés ci-dessus est complété par le texte suivant :

« *Ce droit de tirage est prolongé pendant les années 2007 jusqu'à l'année 2010 y comprise. »*

Article 6

L'article 38 des statuts visés ci-dessus est remplacé par le texte suivant :

« *Le droit de tirage pour les années 2005 et 2006 est octroyé à l'entreprise qui introduit auprès du Fonds au plus tard le 15 décembre 2005 un plan de formation approuvé par le*



conseil d'entreprise. A défaut de conseil d'entreprise, le plan de formation doit être approuvé par la délégation syndicale ou, à défaut, par le comité de contact régional.

Le droit de tirage pour les années 2007 et 2008, respectivement 2009 et 2010 est octroyé à l'entreprise qui introduit auprès du Fonds au plus tard le 15 décembre 2007 respectivement 15 décembre 2009 un plan de formation approuvé par le conseil d'entreprise. A défaut de conseil d'entreprise, le plan de formation doit être approuvé par la délégation syndicale ou, à défaut, par le comité de contact régional. »

Article 7

L'article 39 des statuts visés ci-dessus est remplacé par le texte suivant :

« La preuve des frais exposés en 2005 pour des formations dans le cadre du plan de formation approuvé, doit être introduite auprès du Fonds au plus tard le 31 mars 2006. La preuve des frais exposés en 2006 pour des formations dans le cadre du plan de formation approuvé, doit être introduite auprès du Fonds au plus tard le 31 mars 2007. La preuve des frais exposés en 2007 pour des formations dans le cadre du plan de formation approuvé, doit être introduite auprès du Fonds au plus tard le 31 mars 2008. La preuve des frais exposés en 2008 pour des formations dans le cadre du plan de formation approuvé, doit être introduite auprès du Fonds au plus tard le 31 mars 2009. La preuve des frais exposés en 2009 pour des formations dans le cadre du plan de formation approuvé, doit être introduite auprès du Fonds au plus tard le 31 mars 2010. La preuve des frais exposés en 2010 pour des formations dans le cadre du plan de formation approuvé, doit être introduite auprès du Fonds au plus tard le 31 mars 2011. »

Le Fonds est chargé du paiement de ce droit de tirage à charge de la section « Formation ». Le droit de tirage correspond au montant mentionné sur la preuve des frais exposés, sans que le droit de tirage puisse être supérieur à la cotisation de 0,10% sur les salaires bruts à 108% des ouvriers que l'entreprise a payée au Fonds pour l'année concernée. »

Article 8

L'article 41 des statuts visés ci-dessus est complété par le texte suivant :

« Pendant les années 2007 à 2010 incluse, il est perçu par le Fonds une cotisation patronale de 0,20% des salaires bruts à 108%, pour la formation des groupes à risques. »

Article 9

L'article 42 des statuts visés ci-dessus est remplacé par le texte suivant :

« Pendant les années 2007 à 2010 incluse, il est perçu par le Fonds une cotisation patronale de 0,10% des salaires bruts à 108%, pour les plans de formation et le droit de tirage visés à la division II. ci-dessus. »

Article 10

L'article 57 des statuts visés ci-dessus est remplacé par le texte suivant :

« Le patrimoine du Fonds au moment de la liquidation est affecté comme suit: les ouvriers bénéficiaires visés à l'article 5, litt. a) reçoivent à partir de la date de mise en liquidation du

Fonds et jusqu'à épuisement total du patrimoine du Fonds, les allocations prévues à l'article 6, et ce à partir de la première journée de chômage jusqu'à un maximum de trente jours par exercice.»

Article 11

Les parties signataires demandent au Roi de rendre la présente convention collective de travail obligatoire par Arrêté Royal.

Article 12

La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1er janvier 2007 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut, à la demande d'une des parties signataires, être résiliée moyennant un délai de préavis de trois mois, signifié par **lettre** recommandée au président de la commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie.

Fait à Gand le décembre 2007

Textura, M. J. Callaert

F.G.T.B. Textile, Vêtement et Diamant, M. D. Wittevrongel

Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique
Mme P. Fostier

Fédération Textile FEBELTEX, M. M.

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 19 DECEMBER 2007
TOT WIJZIGING VAN DE GECOORDINEERDE STATUTEN VAN HET
WAARBORG- EN SOCIAAL FONDS DER TEXTIELNIJVERHEID
INGEVOERD MET DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN
19 DECEMBER 2005 TOT OPHEFFING VAN DE GECOORDINEERDE
STATUTEN VAN HET WAARBORG- EN SOCIAAL FONDS DER
TEXTIELNIJVERHEID EN TOT INVOERING VAN NIEUWE STATUTEN**

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid;

Gelet op de beslissing van 19 september 1963 van het nationaal Paritair Comité der Textielnijverheid tot oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid en vaststelling der statuten (K.B. 1 oktober 1963 - B.S. 9 oktober 1963);

Gelet op de beslissing van 18 december 1963 van het Nationaal Paritair Comité der Breiwerk tot oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid en vaststelling der statuten (K.B. 19 maart 1964 – B.S. 23 april 1964);

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 september 2000, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk, tot fusie van het Waarborg en Sociaal Fonds der textielnijverheid en het Waarborg en Sociaal Fonds van het breiwerk en tot coordinatie van de statuten;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 november 2003 tot wijziging van de statuten van het Waarborg en Sociaal Fonds der textielnijverheid (K.B. 4 juli 2004 - B.S. 14 september 2004);

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 2005 tot opheffing van de gecoördineerde statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds der textielnijverheid en tot invoering van nieuwe statuten;

Gelet op de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 30 november 2006 (K.B. van 6 november 2007 - B.S. van 14 december 2007);

WORDT TUSSEN

A.C.V.- C.S.C. Textura
het ABW Textiel, Kleding en Diamant
de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

enerzijds,

EN

de Textielfederatie FEBELTEX

anderzijds

HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle textiel- en breigoed-ondernemingen en op alle erin tewerkgestelde arbeiders die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk, met uitzondering van de N.V. Celanese en de erin tewerkgestelde arbeiders en de ondernemingen en de erin tewerkgestelde arbeiders die onder de bevoegdheid vallen van de paritaire subcomités voor textiel Verviers (P.S.C. 120.01) voor het Vlas (P.S.C. 120.02) en voor de Jute (P.S.C. 120.03).

Artikel 2

In artikel 5 van de **gecoördineerde** statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds van de **Textielnijverheid**, zoals ingevoerd door de CAO van 19 december 2005, wordt de tekst van artikel 5, littera b) vervangen als volgt:

"b) *In afwijking op littera a) hierboven, zijn de artikelen 7 en 8 enkel van toepassing op de arbeiders die lid zijn van één van de in het Paritair Comité voor de Textielnijverheid en het Breiwerk vertegenwoordigde werknemersorganisaties.*"

Artikel 3

Artikel 9 van de hiervoor bedoelde statuten wordt vervangen door volgende tekst:

"§1 *Aan de arbeiders die aan de in §2 hierna bedoelde voorwaarden voldoen, wordt vanaf de zevende dag tijdelijke werkloosheid om economische redenen voor maximum 80 dagen tijdelijke werkloosheid om economische redenen per refertedienstjaar een aanvullende werkloosheidsvergoeding toegekend van 4,96 EUR per dag tijdelijke werkloosheid om economische redenen.*

§2 *De in §1 hiervoor bedoelde aanvullende sociale toelage wordt toegekend aan:*

- 1° *de arbeiders die op de refertedatum in dienst zijn;*
- 2° *de arbeiders - inclusief de afgedankte langdurig zieken - die tijdens het refertedienstjaar werden ontsiagen, behoudens om dringende reden en op de refertedatum nog steeds ononderbroken volledig werkloos of arbeidsongeschikt zijn;*
- 3° *de tijdens het refertedienstjaar bruggepensioneerde arbeiders die ontsiagen werden in het kader van het sectoraal brugpensioenstelsel;*
- 4° *de tijdens het refertedienstjaar gepensioneerde arbeiders."*

Artikel 4

Artikel 12 van de hiervoor bedoelde statuten wordt vervangen door volgende tekst:

"Voor de jaren 2007 tot en met 2010 wordt door het Fonds telkens een bedrag overeenstemmend met een patronale bijdrage van 0,05% van de bruto-jaarlonen (aan 100%) ter beschikking gesteld van de drie werknemersorganisaties voor het bevorderen van de internationale solidariteit. De verhoudingsgewijze toewijzing van dit bedrag gebeurt op dezelfde manier alsvoor de collectieve arbeidsovereenkomst 2001-2002."

Artikel 5

Artikel 37 van de hiervoor bedoelde statuten wordt aangevuld met volgende tekst:

"Dit trekkingsrecht wordt verdergezet gedurende de jaren 2007 tot en met 2010."

Artikel 6

Artikel 38 van de hiervoor bedoelde statuten wordt vervangen door volgende tekst:

"Het trekkingsrecht voor de jaren 2005 en 2006 wordt toegekend aan de onderneming die uiterlijk op 15 december 2005 een door de ondernemingsraad goedgekeurd opleidingsplan indient bij het Fonds. Bij ontstentenis van een ondernemingsraad dient het

opiedingsplan goedgekeurd te worden door de syndicale delegatie of bij ontstentenis ervan, door het regionaal contactcomité.

Het trekkingsrecht voor de jaren 2007 en 2008, respectievelijk 2009 en 2010 wordt toegekend aan de onderneming die uiterlijk op 15 december 2007 respectievelijk 15 december 2009 een door de ondernemingsraad goedgekeurd opiedingsplan indient bij het Fonds. Bij ontstentenis van een ondernemingsraad dient het opiedingsplan goedgekeurd te worden door de syndicale delegatie of bij ontstentenis ervan, door het regionaal contactcomité."

Artikel 7

Artikel 39 van de hiervoor bedoelde statuten wordt vervangen door volgende tekst:

"Het bewijs van de in 2005 gedane kosten voor opleidingen in het raam van het goedgekeurd opiedingsplan dient tegen uiterlijk 31 maart 2006 bij het Fonds ingediend te worden. Het bewijs van de gedane kosten voor 2006 dient uiterlijk op 31 maart 2007 bij het Waarborg- en Sociaal Fonds ingediend te worden. Het bewijs van de gedane kosten voor 2007 dient uiterlijk op 31 maart 2008 bij het Waarborg- en Sociaal Fonds ingediend te worden. Het bewijs van de gedane kosten voor 2008 dient uiterlijk op 31 maart 2009 bij het Waarborg- en Sociaal Fonds ingediend te worden. Het bewijs van de gedane kosten voor 2009 dient uiterlijk op 31 maart 2010 bij het Waarborg- en Sociaal Fonds ingediend te worden. Het bewijs van de gedane kosten voor 2010 dient uiterlijk op 31 maart 2011 bij het Waarborg- en Sociaal Fonds ingediend te worden.

Het Fonds wordt belast met de uitbetaling van dit trekkingsrecht ten laste van de sectie "Opleiding". Het trekkingsrecht stermt overeen met het bedrag vermeld op het bewijs van gedane kosten, zonder dat het trekkingsrecht hoger kan zijn dan de bijdrage van 0,10% op de bruto-lonen aan 108% van de arbeiders die door de onderneming voor het betrokken jaar werd betaald aan het Fonds."

Artikel 8

Artikel 41 van de hiervoor bedoelde statuten wordt aangevuld met volgende tekst:

"Tijdens de jaren 2007 tot en met 2010 wordt door het Fonds een patronale bijdrage van 0,20% van de brutolonen aan 108% geïnd voor de vorming en opleiding van risicogroepen."

Artikel 9

Artikel 42 van de hiervoor bedoelde statuten wordt aangevuld met volgende tekst:

"Tijdens de jaren 2007 tot en met 2010 wordt door het Fonds een patronale bijdrage van 0,10% van de brutolonen aan 108% geïnd voor de opleidingsplannen en het trekkingsrecht zoals bedoeld in afdeling II. hiervoor."

Artikel 10

Artikel 57 van de hiervoor bedoelde statuten wordt vervangen door volgende tekst:

"Het vermogen van het Fonds op het ogenblik van de vereffening krijgt volgende bestemming: de rechthebbende arbeiders bedoeld in artikel 5, litt. a) ontvangen, vanaf de datum van het in vereffening stellen van het Fonds en tot volledige uitputting van het vermogen van het Fonds, de toelagen voorzien bij artikel 6, vanaf de eerste werkloosheidsdag tot maximum dertig dagen per dienstjaar."

Artikel 11

De ondertekenende partijen verzoeken de Koning deze collectieve arbeidsovereenkomst **algemeen** verbindend te verklaren bij Koninklijk Besluit.

Artikel 12

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2007 en is voor onbepaalde tijd gesloten. Ze kan op verzoek van een van de ondertekenende partijen opgezegd **worden** met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden, per aangetekend schrijven betekend aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk.

te Gent op

2007

Textura, dhr. J. Callaert

ABW Textiel, Kleding en Diamant, dhr. D. Wittevrong

Centrale der
P. Fostier

Vakbonden van

Textielfederatie FEBELTEX, dhr. M.